

Pouvoir Egal – Paix Durable

République
Démocratique
du Congo.
Pas de Paix
pour les Femmes.



Pouvoir Égal – Paix Durable

Chercheurs: Johanna Mannergren Selimovic,
Åsa Nyquist Brandt, Agneta Söderberg Jacobson
Rédacteur: Åsa Carlman
Groupe de reference: Åsa Carlman,
Lovisa Strand, Eva Zillén
Tradecteur: Nicolas Martinez

La Foundation Kvinna till Kvinna
Slakthusplan 3
121 62 Johanneshov
La Suède

Téléphone: +46-8-588 891 00
Courriel: info@kvinnatillkvinna.se
www.kvinnatillkvinna.se
www.equalpowerlastingpeace.se

intro duc tion

Comment sont faites les transitions de la guerre à la paix ? Qui a le pouvoir de construire la paix ? Qui décide en quoi devrait consister la paix ? La paix a de l'importance pour les populations vivant dans les zones de conflits, donc qui décide du contenu de cette paix ?

Pouvoir Égal – Paix Durable est une étude concernant la participation des femmes aux processus de paix et les défis particuliers de construire une paix équivalente pour les deux sexes après un conflit violent. *Pouvoir Égal – Paix Durable* explore les obstacles à la participation des femmes aux processus de paix et de démocratie, dans des régions touchées par un conflit armé. Le rapport traite de l'écart entre ce qui est écrit et ce qui est fait, dans la construction de la paix, en réunissant l'expérience et les connaissances de 79 femmes œuvrant pour la paix dans cinq différentes régions du monde : L'Arménie/ L'Azerbaïdjan/ Le Nagorno-Karabakh, la Bosnie-Herzégovine, La RD

du Congo, L'Irak et le Liberia. Elles ont également une abondance d'expérience concrète de comment l'exclusion se manifeste en pratique et comment des fenêtres d'opportunité peuvent s'ouvrir. Le but de *Pouvoir Égal – Paix Durable* est d'enquêter sur le rapport intime entre genre pouvoir et paix et de plus, de contribuer à une meilleure compréhension des écarts de pouvoir qui empêchent les femmes de participer aux processus de paix.

Les résumés des cinq conflits/post-conflits ont été produits, basés sur l'étude *Pouvoir Égal – Paix Durable*. Cette brochure traite du sujet "République Démocratique du Congo. Pas de Paix pour les Femmes."

Pour l'étude complète de *Pouvoir Égal – Paix Durable*, veuillez visiter www.equalpowerlastingpeace.org

Pouvoir Égal – Paix Durable est né de l'initiative de la Fondation Kvinna till Kvinna, comme part du projet "Women and Conflict Resolution". Le projet a été financé par L'Instrument de stabilité de la Commission Européenne.

République Démocratique du Congo. Pas de Paix pour les Femmes.

Bien que la dernière guerre en République Démocratique du Congo ait officiellement pris fin en 2002, le viol de femmes (Mais également d'hommes et de de jeunes enfants) y est toujours monnaie courante, en particulier dans les provinces orientales du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et d'Ituri. Les violeurs de femmes sont souvent membres de groupes militants ou bien anciens soldats, mais des rapports montrent que des gardiens de la paix et des employés civils du MONUSCO étaient aussi impliqués dans le viol de Congolaises. Les victimes de viol en RDC ont difficilement accès au recours judiciaire, ce qui explique que les coupables échappent bien souvent à toute sanction pénale. Tandis qu'elles, sont mises au banc de la famille et de la société sans grand espoir de réintégration et de rétablissement économique.

Malgré la garantie d'une égalité des droits établie par la Constitution de 2005, et la criminalisation du viol en 2006, la législation Congolaise demeure contradictoire. Par exemple, les hommes et les femmes sont dotés des mêmes droits d'être représentés dans des listes électorales, cependant, une clause dans la loi autorise un parti à ignorer celle-là même, sans

être inquiété. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est également le Code Familial, garantissant la soumission de la femme à l'homme. Les femmes ne sont pas autorisées à posséder de propriété ou de signer tout document officiel, quel qu'il soit, sans l'accord préalable de son mari.

Concernant la représentation politique des femmes dans les institutions officielles, l'Article 14 de la Constitution garanti aux femmes "une représentation significative dans les institutions nationales, provinciales et locales"¹ (30 pourcent des représentants d'institutions Congolaises doivent être des femmes). Mais en dépit de cette disposition, l'égalité des genres est très loin d'être une réalité.

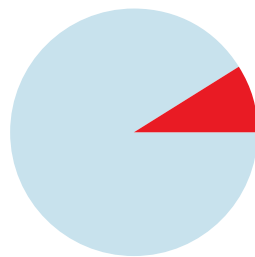
Bien qu'il n'y ait pas de statistiques officielles le confirmant, la violence domestique est répandue et se généralise. La mutilation de l'organe génital féminin (MGF) est toujours pratiquée dans un nombre de province.

Malgré la richesse en ressources naturelles, la RDC est toujours l'un des pays les plus pauvres au monde, avec 75 pourcent de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Étant privées du droit de propriété et de leur indépendance concernant la gestion de leur revenu,





Ni le Code Pénal, ni le Code de la Famille de la RDC contient de référence à violence sexuelle.



9%

De représentation de femmes au parlement.

les femmes sont bien plus pauvres que les hommes. De plus, les femmes vivent sous la menace constante d'être violées et ont un accès très limité aux soins médicaux. La mortalité maternelle est élevée, tout comme l'incidence du virus du VIH/SIDA, particulièrement auprès de victimes de viol.

Mais tout n'est pas négatif en RDC. Bien que la société sociale ait, pour l'instant, surtout joué un rôle de prestataire, les organisations pour la femme ont aidé à faire voter plusieurs des législations décrites au-dessus, y compris l'adoption du CEDAW et du plan d'action nationale pour la réalisation de l'UNSCR 1325. Elles ont participé au Dialogue Inter-Congolais à Sun City et laissé une marque significative dans le processus. Elles sont irremplaçables pour l'aide au recours judiciaire auprès des victimes de viol. En partenariat avec le Ministère des Genres, les organisations pour la femme révisent à présent le Code Familial dans le but de retirer toutes les clauses discriminatoires envers les femmes.

Expériences du Pouvoir et de la Participation

Cette partie présente les résultats des recherches sur le terrain en RDC de janvier 2012. Deux groupes de discussions ont été conduits, avec huit participants de Bukavu et cinq de Kinshasa, liés aux organisations féministes clés, ainsi que des entretiens avec des informateurs clés de la société civile et quelques acteurs clés aux niveaux officiels national et international.

Participation et exclusion en théorie et en pratique.

“Le pouvoir des femmes... brille par son absence. Et c'est beaucoup dû à la tradition. D'après la tradition, les femmes ne peuvent pas dire : 'Je suis fatiguée'. C'est leur devoir de travailler dès tôt le matin, jusqu'à tard le soir. Les femmes n'ont même pas de pouvoir au niveau familial. La femme peut se consacrer à des tâches agricoles... Pendant le temps des récoltes, le rendement est pour le mari et la femme repart les mains vides. Et si elle a l'audace réclamer son dû, le mari peut décider de la quitter, en disant 'tu n'es plus ma femme'.”

Cette description, donnée par une des participantes du groupe de discussion de Bukavu, la capitale provinciale de la province de Sud-Kivu, marquée par les conflits, montre à quel point la vie de tous les jours des Congolaises demeure une lutte pour la survie, aussi bien économiquement, socialement, que physiquement. Le conflit actuel n'a pas seulement renforcé la vision traditionnelle des femmes, qui les assujettit aux hommes, il a également causé l'accroissement de la pauvreté, et une menace constante de violence sexuelle ou physique.

Suites aux conséquences qu'a eues la guerre, les organisations féministes ont eu l'opportunité de faire entendre leurs voix, lors des négociations nationales de paix à Sun City, en 2002, et de demander non seulement la fin des hostilités, mais également, un plus grand pouvoir de parole durant la période de transition. Dans l'accord de paix, l'Acte Électoral et la Constitution de 2005, les organisations féministes ont fait voter avec succès bon nombre de droits formels, y compris celui de l'égalité des genres dans tous les corps exécutifs et la nouvelle législation concernant le viol, en 2006. Comme une jeune participante a dit : “Il n'y a pas si longtemps, nous n'avions pratiquement aucun droit. Donc, la Constitution de 2005, en particulier, est un grand pas en avant”. Le grand défi est de faire appliquer les lois, afin qu'elles ne restent pas seulement “des mots sur du papier”.

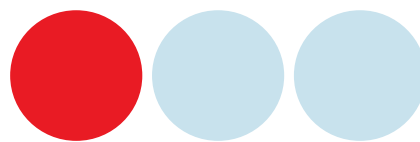
“J'aimerais insister sur le fait que les femmes Congolaises ont tout le pouvoir : politique, social, économique. Cependant, il y a différentes catégories : (Il y a) des femmes qui sont cultivées, mais elles sont une minorité. Elles comprennent comment les choses fonctionnent et peuvent prendre des décisions. Ensuite, il y a la catégorie des femmes de la base. Elles ont (également) tout le pouvoir, mais elles vivent dans l'ignorance. Elles n'ont aucune éducation, elles ne sont pas cultivées, et elles sont dominées par la tradition. S'il y avait de la solidarité entre les femmes cultivées et celles qui ne le sont pas, je pense que l'impact serait positif concernant les problèmes de la femme en RDC.”

Un bon nombre d'informateurs pensent que la fenêtre d'opportunité qui s'est ouverte suite à la fin de la guerre s'est refermée depuis. La structure légale pour le renforcement de la position des femmes dans la sphère politique était en place — mais à un niveau plus concret, très peu a eu lieu. “Pourquoi parlons-nous de tout le pou-



L'année où la loi de la violence sexuelle a été ajoutée au Code Penal. La conception de viol a reçu une définition plus vaste et a été criminalisée.

2006



La demande d'un quota de **30 pour cent** au parlement a été rejetée, mais des femmes ont réussi à faire passer une garantie de 30 pour cent de femmes dans des institutions démocratique différentes, comme dans la Commission Électorale et la Commission de Verité et de Réconciliation.

voir que sont censées avoir les femmes, quand ce n'est pas une réalité ?" S'interroge une participante.

La fermeture de cette fenêtre d'opportunité est due à plusieurs raisons — la plus frappante étant l'échec du gouvernement à prendre la question des femmes sérieusement, et à faire voter des lois prenant en compte les spécificités des genres. Les informateurs ont également relevé que l'engagement parmi les femmes Congolaises elles-mêmes fléchissait graduellement depuis l'an 2006, en grande partie parce qu'elles ont été déçues de ne pas être plus sollicitées par les femmes membres du gouvernement.

"J'ai l'impression que les femmes sont de moins en moins engagées dans ce processus... Dans la première partie du processus, les femmes étaient très actives. Maintenant, le processus est devenu plus formel. Avec des structures et des institutions telles que STAREC et le programme Amaniⁱⁱ. Avant, il était plus informel, au plus près du niveau de la base de la société. Nous n'avons plus l'impression que les femmes ont autant de pouvoir qu'avant."

Rendues plus fortes par leur contribution aux négociations de paix, les femmes ont organisé des campagnes de sensibilisation avant les élections de 2006. Leur but : utiliser le coup de projecteur jeté sur la position de la femme et le droit de la femme lors des négociations de paix, et le faire durer en élevant le nombre de femmes candidates, ainsi qu'en encourageant les autres femmes à voter pour elles. Les campagnes se sont avérées être un succès, avec une majorité féminine de votants inscrits lors des élections présidentielle et législatives de 2006. Et bien que seulement 42 des 500 élus parlementaires furent des femmes, et que six de plus furent nommées à des postes gouvernementaux, le simple fait que les femmes soient entrées sur la scène politique fut considéré comme un grand succès.

"Ce que nous faisons n'est pas pour nous, probablement pas même pour nos enfants. Peut-être les enfants de nos enfants bénéficieront-ils un jour du fruit de ce que nous faisons."

La division monde rural-monde urbain. Le manque de communication et de responsabilité.

La participation généralisée des femmes aux élections de 2006 ne s'est pas renouvelée en 2011. 47 femmes ont

été élues à des postes gouvernementaux. Les participants pensent qu'il y a beaucoup de raisons qui expliquent cela: non seulement les structures patriarcales traditionnelles empêchent les femmes de participer, mais de plus, la défiance mutuelle entre femmes de niveau provincial et local, et femmes influentes de Kinshasa. Les organisations féministes ont été très déçues d'admettre que les femmes élues au parlement donnaient la priorité aux parties politiques, plutôt qu'à la question des droits des femmes. L'un des exemples les plus révélateurs date de 2011, après des efforts pour plaider pour le vote de l'amendement proposé au Corps Électoral, qui garantirait une représentation égale des hommes et des femmes. Lors du vote parlementaire ultérieur, beaucoup de femmes parlementaires n'étaient pas même présentes.ⁱⁱⁱ

"L'élite ne vient pas du mouvement féministe. Elles ne parlent même pas le langage local. Elles sont là-bas (à des postes de pouvoir) parce que leurs familles sont influentes, parce que leur mari a beaucoup d'argent. Beaucoup de femmes ne se sont jamais battues pour l'égalité des genres, ou les processus de paix. Donc les femmes à la base de la base de la société n'ont aucunement confiance en elles. De plus, quelques femmes au pouvoir ne veulent pas reconnaître la contribution d'organisations féministes locales pour leur promotion."

Les participants étaient préoccupés par ce lien rompu entre les femmes de niveaux sociaux différents. Cet écart énorme entre les quelques-unes qui tiennent le pouvoir, et le reste, impuissant, a été une source infinie de méfiance réciproque et empêche toute communication. En même temps, en raison du manque d'infrastructure, dans un grand pays tel que la RDC, tout contact entre les organisations de la société civile de l'est et les responsables de Kinshasa, à l'extrême ouest, est virtuellement impossible. Les élus parlementaires peuvent difficilement administrer leurs propres circonscriptions car ils ne peuvent pas s'y rendre régulièrement.

"Il devrait y avoir de la communication entre les différentes places où sont prises les décisions concernant la question du genre sont prises. Nous analysons les choses, puis nous décidons... cependant, il y a un problème lorsqu'il s'agit de relier les décisions prises au sein même de nos institutions avec les places où les décisions sont prises. Le lien entre ces acteurs n'existe pas."

Les participantes pensent qu'avoir plus de femmes dans le monde politique n'est pas suffisant, mais que le statut de la femme pourrait être réellement amélioré si les femmes politiciennes étaient également plus haut-placées dans leurs partis politiques, ainsi que dans les commissions parlementaires et les groupes de travail. Cependant, bon nombre d'organisations ont souligné qu'à ce stade, le nombre de femmes est crucial, car très peu d'hommes sont préparés à rejoindre la lutte pour le droit des femmes.

De plus, les informateurs pensent que les femmes elles-mêmes contribuent à leur propre exclusion de la vie politique. Les femmes qui vivent dans les zones rurales n'ont bien souvent pas accès à l'éducation, sont subordonnées à l'homme, sont très pauvres, et par conséquent, complètement absente de la lutte pour le droits des femmes. Au contraire, elles tendent parfois à penser que les femmes politiques sont des 'rebelles', ou bien des 'prostituées'.

“Beaucoup de travail doit être fait au niveau communal – beaucoup d'information, de la prise de conscience, et cela doit être fait depuis la base. Les femmes du bas de l'échelle sociale, leur problème, c'est de trouver quelque chose à manger, du manioc. Quand nous parlons de parité, elles disent parité pour quoi ? Qu'est ce-que je vais bien pouvoir en faire, de cette parité ?”

Paix et sécurité. Des efforts pour une plus grande participation.

Bien que plusieurs mouvements féministes existaient déjà avant la guerre, ils n'avaient pas participé aux négociations de paix précédentes de Sun City en 2002. Au cours du conflit, il y a également eu une division entre et au sein mêmes de quelques organisations, résultant de l'accroissement des divisions ethniques et nationalistes dans le pays. Une femme a décrit les tensions et ressentiments éprouvés par les femmes dans sa propre organisation au moment du conflit :

“C'était vraiment difficile, car chaque femme était affectée. Nous ne nous parlions plus, nous considérions l'autre comme notre ennemi, et tout le monde dans la pièce a pleuré. Donc, j'ai demandé à chaque femme de raconter ce qu'il lui était arrivé, et tout le monde a parlé, et a dit que la communauté était responsable de mon malheur. Elles se sont toutes blâmées les unes les autres. Mais ensuite, quand toutes eurent parlé et pleuré, nous établirent un plan d'action. Parce que nous avions réalisé qu'en tant que femmes, nous n'avions rien à voir avec toute cette histoire de guerre, nous avons vécu ensemble, nous avons travaillé ensemble, nous avons étudié ensemble, pourquoi ne pouvons-nous pas même nous regarder entre nous aujourd'hui ?”

Les femmes ont décrit comment la situation s'est améliorée, mais beaucoup de méfiance subsiste parmi les femmes.

“Oui, ça va mieux, depuis... Le contact est revenu, mais

ce n'est pas comme avant, nous sommes toujours un peu inquiètes et n'avons pas confiance. Nous ne savons pas ce que pense l'autre. Et nous ne pouvons pas rencontrer les autres. Ce n'est pas comme avant la guerre.”

Le pouvoir des Congolaises réside au niveau familial. Ce sont elles qui apportent l' 'harmonie' dans le couple, séparent les enfants lorsqu'ils se battent, ou font la paix entre voisins. Cependant, malgré leur rôle de solutionneur de conflit à petite échelle, les femmes ne sont pas présentes à des postes plus élevés dans des affaires concernant la paix sur les plans nationaux ou régionaux. La raison à cela, d'après les participantes, est la tradition profondément ancrée consistant à laisser toute affaire concernant la paix et la sécurité aux hommes.

“...Les hommes et une grande partie des femmes le pensent. Et en conséquence de cela, quand une femme traite des questions de paix, les gens ne la prennent pas au sérieux. C'est la raison pour laquelle la plupart des accords de paix échouent.”

Cependant, avant Sun City, les femmes étaient mieux préparées et prêtes à se battre pour la paix et la sécurité, pour elles-mêmes et leurs familles. Comme le Coordinateur National de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) l'a exprimé^{iv} : “Il y avait une institution. Et une institution très puissante. Il n'était pas possible de les ignorer, parce qu'elles étaient vraiment présentes.”^v

Les femmes ont été très présentes lors de la CIRGL. Elles sont venues avec des messages très forts à propos de la violence sexuelle ayant lieu dans la région des Grands Lacs, et c'est pourquoi ces messages sont bien ancrés dans les gouvernements.

“La conférence est inclusive, et elle est participative. Les principaux intéressés concernant le processus de paix doivent s'unir, les femmes y compris. Parce que les femmes ont été victimes du conflit dans la région, et parce que les femmes sont de plus en plus actives et devrait prendre part dans les discussions sur les solutions... Et puisque le processus régional est venu après le processus interne, les femmes étaient prêtes.”

Au cours du processus de paix, la situation aura été un peu différente pour les parties volatiles de l'est de la RDC, le processus de Goma. Le processus de Goma, qui a commencé en 2008 fonctionnait comme un forum pour un plus large secteur de la société dans lequel inquiétudes et plaintes ont pu être exprimées. Cette partie de la conférence était ouverte à tous : la société civile, les parties belligérantes, ainsi que les observateurs internationaux. Cependant, lorsque des négociations plus détaillées entre les groupes armés ont commencé, la société civile n'y a pas participé. Les quelques femmes qui y étaient incluses représentaient toutes différents groupes armés.^{vi}

Le processus de Goma est agencé par le programme gouvernemental STAREC. D'après une personne, responsable des activités au sein des activités du STAREC

à Sud-Kivu, les femmes ont été associées à l'intégralité du processus : de la participation aux dialogues de paix, en passant par l'accomplissement de la stabilisation des activités ; elles ont même été les bénéficiaires de mesures prises pour reconstruire la société. Parmi les priorités du STAREC figure la réduction de la violence sexuelle et sexiste, ainsi que la défense globale de la population. Cependant, le programme n'a pas développé de système de protection particulier qui soit adapté aux attentes particulières des femmes. Comme exemple de comment ceci pourrait être effectué, les femmes ont mentionné une initiative soumise par la mission MONUSCO de stabilisation de l'ONU, qui serait de faire accompagner les femmes sur leur chemin vers et depuis le marché, et, leur offrir une protection contre la violence sexuelle.^{vii}

De manière générale, les participantes n'étaient pas satisfaites des résultats obtenus par le STAREC. Selon elles, les femmes issues des milieux défavorisés n'ont pas été suffisamment mises à contribution dans l'encadrement des interventions. Différentes organisations de l'est du pays ont pris part au travail concret de paix ; elles ont organisé des campagnes de sensibilisation pour l'accord de paix et l'UNSCR 1325, et soutenu des femmes ex-combattantes. En même temps, les participantes pensent que le conflit est sur le point de se répandre sur des zones riches en ressources naturelles, ce qui explique pourquoi il y a si peu d'engouement parmi les combattants pour y mettre un terme. Ce qui rend la tâche encore plus ardue aux groupes de femmes, d'avoir des contacts fructueux avec les combattants.

«À l'est, il y a des groupes de femmes de la société civile, qui ont pris contact avec ces groupes. Mais étant donné que leur objectif n'est pas très bien connu, c'est difficile. Quand ils violent et tuent des femmes de leur propre village, volent les vaches des villageois et exploitent les mines dans leur propre communauté, c'est la communauté qui souffre. Ils y a quelques délégations d'associations féministes, qui tentent d'entrer en contact avec les guerriers, en disant que quand on fait cela, on ne fait pas souffrir le gouvernement, on fait souffrir la communauté.»

Pauvreté et corruption : le principal obstacle à la participation des femmes.

«La pauvreté est le gros problème qui empêche les femmes de participer aux espaces de prise de décisions. C'est parce que les hommes ont compris qu'afin de subordonner les femmes, il faut les faire rester pauvres. Durant la période de la campagne, les candidats distribuent des cadeaux, ils achètent les voix, et tout cela à cause de la pauvreté.»

Plus de 61 pourcents des Congolaises vivent sous le seuil de pauvreté.^{viii} Bien qu'elles soient le fournisseur traditionnel de nourriture et de soin traditionnel de leur famille, les femmes n'ont pas le contrôle de leurs revenus, tâche qui, d'après les traditions, revient à leurs

maris. Elles deviennent dépendantes des hommes de leur famille. Étant de signer des contrats ou bien faire un emprunt à la banque sans l'aval du mari, les femmes ont très peu de marge pour améliorer leur situation. La pauvreté est par conséquent considérée comme une des principaux facteurs sous-jacents contribuant à la subordination des femmes aux hommes.

Et, où il y a de la pauvreté, il y a aussi de la corruption. Une des participantes a parlé d'un politicien qui s'est ouvertement vanté d'avoir acheté les votes qui l'ont fait élire, et ainsi, ne se sentait pas concerné par le bien de la communauté qui avait voté pour lui. Les femmes, étant les plus pauvres de la société, sont plus à même d'accepter de l'argent ou des petits cadeaux. Pour la même raison, plus d'hommes que de femmes candidats ont les ressources nécessaires pour acheter leurs votes, une pratique largement acceptée. Du manque de financements résulte un sérieux obstacle pour les femmes ayant des ambitions politiques, selon des organisations féministes.

«Quand je me suis rendue dans une communauté pour les sensibiliser à la nécessité de voter pour une candidate femme, elles m'ont rétorqué : tu parles très bien, mais où est l'argent ? Si nous n'obtenons pas d'argent, nous ne voterons pas pour elles... C'est la raison pour laquelle bien des femmes ne tentent pas même d'être candidates, car elles n'ont pas d'argent à dépenser. Lors de ces élections, nous avons même eu une sorte de déflation. Le besoin en billets de banque s'est fait si grand en province, que tout l'argent y a été apporté, et très peu de billet étaient disponible ici, à Kinshasa... Les femmes sont très, très pauvres, c'est un vrai handicap à leur participation.»

Augmenter la participation des femmes à la fois en tant que candidates politiques et comme votantes est un des objectifs principaux des organismes féministes. Ils ont ainsi développé une approche très pragmatique de la pauvreté :

«Quand je suis allée au village pour sensibiliser les femmes avant les élections, je leur ai dit que l'argent distribué était en fait celui de la communauté. Alors, je leur ai dit c'est votre argent, prenez-le, mangez grâce à ça, mais ne votez pas pour eux.»

Santé et sécurité insuffisantes.

Le peuple Congolais a généralement très peu ou pas accès aux soins médicaux. L'incidence du virus VIH/SIDA parmi les femmes victimes de violence sexuelle est très élevée. D'après des témoins de Sud-Kivu et Maniema, cités dans un rapport de l'ONU, des groupes armés étrangers ont délibérément contaminé autant de femmes que possible de ce virus, pour que l'infection se propage plus tard au reste de la communauté.^{ix}

C'est pourquoi les organismes féministes considèrent que mettre un terme à la violence sexuelle, et la brutalité avec laquelle elle est accompagnée est la mesure à prendre la plus urgente. Les conséquences du viol vont souvent au-delà de simples problèmes de santé. Il a

souvent un effet dévastateur sur les victimes, sur leurs enfants nés résultant du viol, et la communauté toute entière.

“Toute la famille était honteuse. Toute la famille a été violée et est déstabilisée. Les victimes sont obligées de partir, de quitter leurs foyers.”

Un grand nombre d’organismes féministes ont créés des programmes d’assistance des victimes de viol et de violence avec des activités qui visent à améliorer l’accès aux soins médicaux et légaux. Ils ont également organisé des campagnes de sensibilisation et aidé à changer les attitudes envers les victimes de viol. “La plupart des femmes qui ont été violées ne sont plus acceptées au sein de leur communauté, qu’elles aient des enfants ou non. Mais grâce aux campagnes menées par nous-même et d’autres organisations, petit à petit, cette attitude est en train de changer.”

Les femmes activistes ont également assisté concrètement les victimes de viols de masse à Walikale, au Nord-Kivu.^x Les participants rapportent que bien que la violence sexuelle ait reculé dans les aires urbaines telles que Bukavu et Goma, le taux est toujours très élevé dans les zones éloignées, particulièrement à proximité des sites miniers.

Les femmes déclarent que la violence sexuelle sous sa forme la plus brutale été commise par des groupes armés étrangers dans les années 1990. Elles ont également parlé de comment la violence sexuelle est devenue triviale, et considéré comme le problème des femmes. Une des participantes a rappelé de quelle manière son organisation a essayé de faire progresser la question en arrangeant une entrevue avec différents des acteurs essentiels du pays :

“Une fois, nous avons voulu réunir avec nous les femmes des média, des organisations, et autorités concernées. Les autorités ont accepté notre invitation. Mais sur 15 personnes invitées, pas une ne s’est montrée, le jour du rendez-vous. Elles n’ont pas même délégué quelque un d’autre. Elles avaient toutes confirmé un jour auparavant, mais le jour du meeting, quand j’ai appelé pour savoir ce qui se passait, elles étaient tous absents.”

D’après les délégations de l’UE à Kinshasa, le gouvernement est de plus en plus irrité par le désir général de rapporter toute violence sexuelle, ainsi que des bailleurs, pressant le gouvernement d’améliorer la lutte contre ce fléau.^{xi} Mais les participantes ont rapporté qu’alors que les bailleurs internationaux continuaient à exhorter le gouvernement à faire quelque chose pour les violences commises sur les femmes d’une part, ils ont aussi des intérêts dans les ressources naturelles du pays, et par conséquent, ils tendent à laisser le gouvernement congolais tout seul d’autre part.

“Il y a un véritable business international de la mort et la violence en RDC. Tout le monde en obtient sa part de profit. L’hôpital de Panzi est devenu une place touristique, les gens viennent pour voir combien de femmes

ont été violées.^{xii} Mais aujourd’hui, elle est guérie, demain elle sera violée à nouveau, et retournera à Panzi. Nous devons faire cesser la cause de la violence. Et la communauté internationale n’est pas intéressée.”

Les participantes ont expliqué que la violence sexuelle n’est pas seulement utilisée comme un outil du conflit, mais également dans d’autres sphères de la vie. Par exemple, une femme postulant pour un travail de fonctionnaire se doit d’offrir des faveurs sexuelles en retour. Et les écolières sont parfois forcées à avoir des rapports sexuels avec des instituteurs ou directeurs, afin d’obtenir de bonnes notes, ce qui leur permettrait de poursuivre leurs études. Une des organisations été spécialisée dans l’assistance des écolières, en leur offrant une assistance légale, et en sensibilisant les instituteurs et les communautés à ce problème.

Le travail des organisations des femmes est rendu de plus en plus difficile, car elles et leurs familles subissent des menaces.

“Les femmes activistes reçoivent une grande quantité de menaces de mort. Par téléphone, par SMS, courrier électronique, ou ils envoient quelqu’un pour vous prévenir. Chacune de nous a reçu de telles menaces. J’ai été menacée par des politiciens locaux, des gouverneurs et des membres du parlement.”

Assez souvent, les activistes des droits des femmes et femmes politiciennes sont calomniées : il arrive parfois que des femmes se retirent de leur activisme ou de la vie politique car leur morale a été mise en doute. Cette tactique d’intimidation fait également travailler beaucoup de femmes en arrière-plan, dans le but de conserver leur anonymat.

“Nous avons un gouvernement qui ne peut pas apporter la sécurité. Cela signifie que beaucoup d’actions concernant le rétablissement de la paix sont menées par les femmes, mais le public l’ignore.”

Impunité. Pas de justice pour les femmes.

“Si une personne est envoyée à la justice aujourd’hui, pour avoir violé une femme, demain, vous pouvez le voir marcher dans la rue à nouveau, comme si de rien n’était. Et c’est à cause de la corruption.”

D’après le STAREC, il y a une recrudescence de la violence sexuelle à cause d’une plus grande prise de conscience, et l’augmentation du nombre de coupables emprisonnés.^{xiii} Un officier de haut rang de Bukavu a affirmé que parmi les 750 militaires emprisonnés à Sud-Kivu en ce moment, la majorité ont été déclarés coupables de violence sexuelle.^{xiv} Cependant, les organisations féministes considèrent la corruption, le manque de considération envers les genres dans les rangs de l’armée, ainsi que la prééminence de la justice traditionnelle, comme les facteurs clés pour le mauvais fonctionnement de la justice. À cause de cela, et en raison du coût élevé d’une

procédure légale, bien des familles sont forcées de régler l'affaire par la voie du droit coutumier. Par exemple, quand l'auteur du crime est connu, les hommes des deux familles affectées règlent le problème financièrement. La femme n'obtient réparation ni par voie judiciaire, ni par compensation financière.

Une des organisations a été impliquée dans l'initiative gouvernementale d'avoir plus de femmes au sein des forces policières ainsi que du système judiciaire, ce qui est une partie du processus SSR. Mais une véritable volonté politique au plus niveau était quasi-inexistante, avec des organismes ayant à expliquer au gouvernement en quoi le fait d'avoir une mixité au sein du secteur de la sécurité est primordial.

“Franchement, il y a un problème avec le Ministre de la Mixité. Elles devraient jouer un rôle important dans la réformation du secteur de la Sécurité, mais ce n'est pas le cas. Donc, nous sommes un peu frustrées.”

La communauté internationale. Dépendance et déception.

Les participantes ont reconnu l'importance de la communauté internationale et le support que les associations féministes ont reçu avant les négociations de paix de 2002, ainsi que dans leur plaidoyer contre la violence sexuelle, par la suite. Cependant, les participantes étaient également sceptiques concernant l'intérêt actuel porté par la communauté internationale sur la prise de mesure dans le but de changer la situation dramatique des femmes en RDC.

“Oui, nous collaborons avec des partenaires internationaux concernant la violence sexuelle, et également avec la CCI.^{xv} Mais nous avons l'impression que même lorsque nous faisons des recommandations, rien ne se passe, il n'y a pas de concrétisation. Je me suis rendue aux Etats-Unis, à une rencontre avec la Secrétaire d'État Hillary Clinton, et je suis allée au CCI. J'ai toujours emporté avec moi les mêmes recommandations, très concrètes. Mais toujours est-il que j'ai le sentiment que rien n'est fait.”

Plusieurs femmes pensent que le monde est réticent à intervenir en RDC en raison de la dimension régionale du conflit. Elles se sont rappelé que la déstabilisation a commencé peu de temps après l'arrivée de millions de Rwandais qui ont demandé l'asile en RDC, suite au génocide de 1994.

Selon ces femmes, plusieurs pays regardent l'industrie minière avec un certain intérêt, et sont ainsi peu enclins aux prises de position contre le gouvernement congolais, pour changer les choses. Une de participantes a raconté: “Nous en sommes venus à la conclusion que la guerre de RDC ne va jamais cesser. Et pourquoi ? Parce qu'il y a les mines. Et tant que nous aurons toute ces richesses, la guerre continuera”. En même temps, la RDC, en particulier le gouvernement, est extrêmement dépendant de la générosité de bailleurs étrangers. “La gouvernance faible”^{xvi} a été identifiée comme un des

problèmes majeurs du pays. De sévères manques en ressources financières et humaines, ainsi qu'une tendance à la dépendance aux investissements internationaux pour les infrastructures majeures met cette identification en lumière.

Quelques participantes pensent que la majeure partie de la présence d'ONG internationales n'est pas toujours positive, en particulier parce qu'elles semblent se désintéresser du transfert de leurs connaissances aux organismes congolais, et défient parfois avec les organismes locaux, en s'appropriant le travail que la base devrait accomplir.

MONUSCO est un autre acteur international majeur en RDC. La mission du MONUSCO est d'apporter une protection aux civils vivants dans les provinces de Sud et Nord-Kivu et Orientale, en collaborant avec les communautés locales, en particulier dans les régions reculées de ces provinces. Les mouvements féministes ne croient cependant pas en la capacité, ni à la volonté du MONUSCO, d'avoir un impact réel, tout spécialement concernant le désarmement et le rapatriement des groupes armés étrangers. La dimension régionale du conflit, et la richesse de la RDC ont chacun été des facteurs qui ont fait douter des vraies raisons derrière l'engagement international.

Analyse

Exclusions

En dépit de l'existence d'un document officiel garantissant la paix au peuple congolais, les combats et la violence sont toujours aussi présents au quotidien, en particulier à l'est du pays. Les femmes sont toujours exclues des mécanismes de prises de décisions, et à certains endroits, la période post-confliktuelle ne leur a apporté que plus de souffrances. Les femmes des provinces de l'est vivent dans une extrême pauvreté et sous une menace constante d'être violées, ou bien attaquées, ce qui leur rend impossible toute participation à des activités de lutte pour plus que leur simple survie. Leur participation dans la vie publique se fait rare, ce qui augmente les risques pour qu'elles soient attaquées, physiquement ou moralement.

La corruption contribue également à l'exclusion des femmes : la majorité des pauvres sont des femmes sans moyens financiers pour pouvoir bénéficier pleinement de leurs droits. Il y a un manque de volonté politique pour améliorer la situation socio-économique des femmes, ce qui les laisse sans outils pour échapper à leur situation de subordonnées aux hommes.

Alors que plusieurs lois portant sur l'égalité des femmes aient déjà été mis en place, très peu d'entre elles ont été appliquées. Le gouvernement, impuissant, contrôle à peine son propre territoire, et a encore moins d'influence sur ses fonctionnaires basés loin de la capitale. Ainsi, bien que le parlement de Kinshasa doive retirer des paragraphes d'exclusion des législations, ces mesures ont souvent très peu ou pas d'impact sur la vie

quotidienne des femmes de Sud-Kivu.

Une autre observation importante est à quel point l'état faible et ses institutions ont changé les organisations de société civile en principales pourvoyeuses des services sociaux à la population. Étant préoccupées par le bien-être de leurs communautés, plusieurs ONG trouvent souvent bien difficile de travailler avec la politique et la magistrature.

Pour finir, les mouvements féministes manquent de compétence et n'ont pas une de bonne communication ni de dialogue avec les femmes à des postes de pouvoir formels, tout cela les rend encore plus exclus.

Les accomplissements

Malgré les difficultés extrêmes, les femmes de RDC ont continuellement œuvré pour la paix. Elles ont fait montre d'un grand courage, en approchant des groupes armés et en leur demandant de poser leurs armes et de cesser de violer des femmes. Au niveau local, les organisations féministes ont été efficaces dans l'assistance de femmes victimes de viol ou autre forme de violence sexuelle. Dans bien des cas, l'aide de la société civile est la seule assistance disponible pour ces femmes.

Quand les moyens financiers étaient disponibles, des femmes activistes ont participé à des forums internationaux et montré la souffrance des femmes Congolaises au monde. Elles ont également témoigné devant la Cour Criminelle Internationale. Leurs témoignages, avec celui de femmes d'autres pays ravagés par la guerre ont été la raison sous-jacente de l'adoption de l'UNSCR 1960, qui met un accent sur l'importance du fait de montrer du doigt les coupables de violence sexuelle, pour réduire l'impunité.

Au travers de leur travail persistant de sensibilisation au sein de leurs communautés, un changement notable dans les valeurs et les attitudes parmi les gens, au niveau local. Par exemple, les stigmates à l'encontre des victimes de viol se sont raréfiés, et plus de femmes ont été autorisées à rester à la maison, plutôt que d'en être chassé. Bien que ce soit un petit pas en avant, en soi, cela montre clairement qu'un changement est possible, et que les organisations des femmes de la base de la société et leurs liens de proximité avec les communautés locales, jouent un rôle crucial.

Au niveau national, les femmes au parlement et au sein de l'administration du gouvernement travaillent dur pour faire voter la révision du Code Familial, ainsi que le Plan d'Action National Pour l'Application de UNSCR 1325. Un résultat concret de ce travail est la participation des femmes au sein du programme de stabilisation, le STAREC.

Malgré un progrès plutôt lent, les nouvelles lois, plus juste pour l'égalité des genres, donnent aux organisations féministes un cadre légal et moral pour pouvoir poursuivre. En proposant des formations sur le droits des femmes, les mouvements féministes espèrent faire progresser le nombre de femmes candidates politiques engagées dans l'égalité des femmes.'

Les femmes ont également défié la profonde méfiance

datant de la fin de la guerre, et continué leur coopération transfrontalière avec les organisations féministes de la région. De plus, ces organisations féministes peuvent servir de modèle pour la restauration de la paix à plus grande échelle.

Les Défis

Les défis qui nous attendent sont énormes, à la fois pour le mouvement des femmes et pour la RDC en général. Alors que la Constitution Congolaise contient plusieurs dispositions de très grande portée, concernant le droit des femmes à la participation, le processus d'implémentation est toujours stagnant. Les femmes ont réalisé qu'afin d'améliorer leur participation dans les structures formelles, elles ont besoin de créer des alliances avec des hommes. Et bien que les hommes soient également prisonniers des normes sociales des genres, ils sont de plus en plus à reconnaître le droit des femmes à la participation et ainsi, à faciliter l'application de lois allant dans ce sens.

Cependant, afin d'avoir un impact réel dans les corps décisionnels, il est primordial d'augmenter le nombre de femmes au parlement, mais également d'améliorer la sensibilisation à l'égard de l'égalité des genres auprès des femmes qui s'y trouvent déjà. Cela représente un défis majeur, particulièrement parce que les femmes qui ne suivent pas la ligne officielle du parti et plaident contre les problèmes des femmes à la place, risquent d'être marginalisées de leur propre parti et de perdre le pouvoir qu'elles avaient. Un nombre de femmes doutent de la capacité d'autres femmes à prendre des décisions formelles. Dans le but d'inciter les candidates politiques compétentes à rejoindre un parti politique dominé par des femmes au lieu d'hommes, un grand travail de sensibilisation sera nécessaire.^{xvii}

Les lacunes géographiques et mentales vont également devoir être comblées, afin de permettre aux femmes de parler d'une seule voix. La coopération régionale fructueuse entre les femmes montre que surmonter la méfiance, profondément enraciné, est possible et que le processus d'ethnisation peut être inversé.

L'écart important entre la loi coutumière et la loi moderne doit également être abordé. Les groupes de femmes ont la tâche très importante d'appeler à elles les dirigeants traditionnels et les sensibiliser au droit des femmes à la participation. Et peut-être bien que la meilleure approche est en fait de renforcer les capacités au niveau local et provincial d'abord, car les obstacles au niveau national sont énormes.

La RDC affronte des défis socio-économiques de grande ampleur. Aussi longtemps que les femmes demeurent dans la pauvreté, bien peu de possibilités s'offrent à elles pour s'engager activement en politique. Pendant et après la guerre, cependant, les femmes sont devenues de plus en plus fréquemment les soutiens financiers de la famille, ce qui leur laisse plus de pouvoir, au moins au sein de la sphère privée.^{xviii} Dans bien des cas, ce nouveau rôle a éveillé leur ambition de prendre part plus activement aux sphères publiques et politiques.^{xix} Le défi

maintenant, c'est de rendre cela possible.

L'éducation et le taux élevé d'illettrisme parmi les femmes sont étroitement liés à la pauvreté. A l'aide de l'amélioration de leur niveau d'éducation, et de plus de prise de conscience, il sera plus facile pour les femmes de revendiquer les droits qui sont en fait inscrits dans la Constitution. Les femmes doivent réaliser que la participation politique n'est pas une faveur qui leur est faite, mais leur droit. L'éducation est également essentielle en ce qui concerne la sécurité. Pour contrer le haut niveau d'impunité qui prévaut toujours, les membres de la force policière et les militaires doivent être formés sur la loi du viol et les droits des femmes, dans le but de mettre leurs cas en avant.

Pour relever ces défis, la collaboration avec la communauté internationale est essentielle. Le soutien financier de la communauté internationale est d'une importance vitale car il va motiver le gouvernement congolais à améliorer la participation ainsi que la sécurité des femmes. Bien que le rôle de la communauté internationale ait été déterminant pour attirer l'attention à la violence sexuelle commise envers les femmes congolaises, il y a un risque que d'autres préoccupations soient oubliés. Les organisations féministes ont également besoin d'aide, à la fois financièrement et pour le renforcement de leur capacités, afin qu'elles puissent se focaliser sur la participation politique et d'autres questions qui feront partie intégrante de l'avenir. Pendant très longtemps, les femmes de RDC ont joué un rôle crucial dans le processus de consolidation de la paix, alors que des structures traditionnelles les ont empêchées de recevoir la reconnaissance qui leur était due. Il est grand temps que cette expérience et ce savoir-faire soit pris en compte.

recom mand ations

À la communauté internationale

1. Constatation

La communauté internationale a joué un rôle important jusqu'au terme des négociations de paix de 2002. De même, la RDC a reçu beaucoup d'aide de la communauté internationale à la mise en lumière des problèmes de violence sexuelle, et leur arrivée sur le devant de la scène internationale. Toujours est-il que les participantes ont exprimé une ambivalence forte concernant l'intérêt qu'a actuellement la communauté internationale pour le passage à l'action avec pour objectif de faire quelque chose pour la terrible situation des femmes.

Recommandation

La Communauté Internationale se doit de respecter et travailler dans le sens des priorités déterminées par les acteurs congolais, et de ne pas développer son propre agenda avec un point de vue «extérieur».

2. Constatation

Le Représentant International de l'ONU chargé à la Violence Sexuelle dans les Conflits a surnommé la RDC « capitale mondiale du viol ». Dans les provinces orientales de Sud-Kivu, Nord-Kivu et Ituri, le taux de violences sexuelles commises sur des femmes et des enfants en premiers lieu, mais également, sur des hommes et des jeunes garçons, est toujours très élevé, en particulier dans les zones rurales des régions minières. Les auteurs de ces crimes sont pour la plupart des hommes portant l'uniforme : que ce soit celui de la milice, ou bien de membre des forces de sécurité nationale. Cependant, des gardiens de la paix ainsi que des personnes rattachées au personnel civil, au sein du MONUSCO ont également été accusés incriminés pour viol.

Recommandation

La Communauté Internationale doit continuer à s'assurer que leur personnel agit suivant son code de conduite et de respect international ainsi que les lois et réglementations congolaises, comme par exemple, celles concernant

la violence sexuelle. La Communauté Internationale devrait être un modèle pour les exigences placées sous la responsabilité des organisations/institutions congolaises partenaires de contrer la violence sexuelle est sexiste, et de promouvoir l'égalité des genres.

À la Communauté Internationale, aux décideurs congolais et à la Société Civile congolaise

3. Constatation

Malgré toutes ses ressources naturelles, la RDC est l'un des pays les plus pauvres au monde. Des décennies de mal-gouvernance et de conflit armé ont mené à une situation extrêmement précaire pour la majeure partie de la population. Plus de 75 pourcent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, des femmes majoritairement, plutôt que des hommes. L'économie est dominée par l'agriculture et bien que les femmes soient les principales responsables de la cultivation des champs, les hommes ont le contrôle des revenus étant donné que, traditionnellement, les femmes ne peuvent pas être propriétaires de terres. Bien que la loi ait changé à ce niveau, la tradition prévaut toujours dans bien des endroits. Un autre facteur contribuant à la pauvreté parmi les femmes est le manque de sécurité, qui leur rend difficile de quitter leur domicile pour travailler la terre.

Recommandation

De meilleurs liens et une coopération renforcée entre les organisations humanitaires et celles travaillant pour un développement à long terme devrait être établis afin de lutter contre l'extrême pauvreté dans laquelle les femmes vivent.

4. Constatation

Lors du conflit, la violence sexuelle est devenue endémique, en particulier dans les régions orientales du pays. Même aujourd'hui, les viols et autres formes de violence sexuelle constituent une sérieuse menace à la sécurité des femmes et les retiennent de toute participation à

la vie publique. Ce qui était à l'origine utilisé comme arme de guerre est par la suite devenu une part de la détérioration généralisée des normes de sociétés, avec des effets dévastateurs sur les femmes.

Recommandation

La violence sexuelle et sexiste doit être contrée en s'attaquant à sa source, par exemple, en changeant les attitudes et comportements discriminatoires et oppresseurs pour les femmes. Améliorer la participation des femmes à la vie politique et publique est intimement lié à la lutte de la violence sexuelle et sexiste.

5. Constatation

La nécessité de former des alliances avec des hommes est très grande. Bien que les hommes, tout comme les femmes, soient emprisonnés dans les normes sociales de distinction sexiste, nombre d'entre eux commencent à reconnaître le droit des femmes à la participation, et ainsi, à faciliter le vote de lois pro-égalitaires.

Recommandation

Les hommes congolais de toutes conditions sociales devrait être mieux sensibilisés à l'égalité des genres, et améliorer leur participation à la lutte contre la violence sexuelle et sexiste. Un moyen d'améliorer la compréhension et l'implication des hommes dans ce domaine serait de développer la coopération avec des organisations et réseaux masculins.

À la Société Civile congolaise et aux décideurs congolais

6. Constatation

Plusieurs actes législatifs et provisions adoptés au cours de la dernière décennie a renforcé les droits des femmes. Déjà en 1987, la RDC a ratifié le CEDEW et en 2010, un plan d'action nationale pour la réalisation de l'UNSCR 1325 a été adopté. Dans la Constitution de 2005, se trouvent également différents articles garantissant les droits et l'égalité des femmes, qui assurent, entre autres, l'égalité entre hommes et femmes. En 2006, des dispositions concernant la violence sexuelle ont été ajoutées au Code Pénal. Le viol a été défini plus largement et considéré comme un crime. Cependant, la législation Congolaise reste contradictoire en raison de l'existence de plusieurs lois qui annulent les paragraphes pro-égalité des genres. Un sujet préoccupant est le Code Familial, qui limite l'autonomie des femmes mariées, les rendant forcées à obéir à leurs maris en tant que chef de famille. Au moment de l'écriture de ce texte, le Code Familial est en train d'être révisé dans le but de retirer tout texte discriminatoire envers les femmes.

Recommandation

Les décideurs congolais se doivent d'assurer l'application des lois existantes étant en faveur de la participation et la prise de décision des femmes. Les écarts et contradictions des législations en vigueur en ce qui concerne la participation politique des femmes doit être retirée.

7. Constatation

En particulier dans les provinces orientales, l'insécurité et les difficultés de la vie de tous les jours ont rendu toute implication dans les activités de société civile difficile pour la population. Le manque de fonds ont rendu les voyages, vers Kinshasa ou l'étranger, pour participer à des stages ou d'importants forums de discussion, virtuellement impossible. Néanmoins, tout au long du processus de paix en RDC, dès la fin des années 90 jusqu'à maintenant, les organisations civiles en général et les organismes féministes en particulier, ont eu un rôle déterminant. Cependant, les efforts des organismes féministes sont passés en grande partie inaperçus.

Recommandation

Les élus congolais devraient construire des liens de proximité et favoriser le partage et l'échange avec les communautés locales et les organisations de la société civile.

8. Constatation

Globalement, le lien rompu entre les femmes de différents niveaux sociaux aura été une grande préoccupation pour les participantes. L'écart gigantesque entre les quelques élus – que ce soient des hommes ou des femmes – disposant d'une certaine influence, et la majorité écrasante, sans pouvoir, est un facteur aggravant à la méfiance mutuelle et au manque de communication. De plus, l'immensité du pays et le manque d'infrastructures – routes, réseaux internet ou même système en activité – ont rendu tout contact régulier avec les acteurs politiques de Kinshasa, à l'extrême ouest, virtuellement impossible aux organisations de société civile des provinces de l'est. Tout autant qu'aux parlementaires d'être responsables devant leurs électeurs en leur rendant régulièrement visite.

Recommandation

Des forums devraient être organisés, ce qui permettrait les femmes au niveau local et les femmes à des postes d'influence à différents niveaux de se rencontrer. Par le biais de ces forums, le partage et l'échange d'information sera rendu possible, le dialogue et la compréhension mutuelle, améliorée, et la compétition entre les femmes dans la société civile diminuera.

ⁱ CEDAV Rapport Alternatif, 2004, 9

ⁱⁱ Le STAREC est un programme gouvernemental de monitoring pour le processus de paix de Goma. Le programme Amani a initié le programme gouvernemental pour la RDC orientale.

ⁱⁱⁱ Entretien personnel

^{iv} L'ICGLR est une organisation inter-gouvernementale comprenant 11 pays dans la zone des Grands Lacs. Le but de cette organisation, créée en 2000, est d'apporter paix et stabilité à la région entière.

^v Entretien personnel, le 21 janvier à Kinshasa

^{vi} Entretien par téléphone, le 16 mai à Genève

^{vii} Une fois par semaine, les jours du marché, les femmes étaient accompagnées sur leur trajets allé et retour entre le marché et leur domicile par des gardiens de la paix, afin de leur fournir une protection. Cette initiative a été suspendue aux environs de la période électorale de novembre 2011, quand les troupes étaient requises ailleurs.

^{viii} Peace Women, janvier 2010

^{ix} UNHCRH août 2010, 320

^x Plus de 300 femmes et hommes ont été violés en quatre jours au cours de l'été 2010. Voir Amnesty 2010.

^{xi} Entretien personnel, le 24 janvier à Kinshasa

^{xii} Hôpital de Panzi à Bukavu, Sud-Kivu, traite les victimes de violence sexuelle et est devenu célèbre pour son travail pendant le conflit. Les médias internationaux se ruent sur cet hôpital.

^{xiii} Entretien personnel, le 23 janvier à Kinshasa

^{xiv} Entretien personnel, le 23 janvier à Buvaku

^{xv} Cour Criminelle Internationale

^{xvi} Entretien personnel avec une représentante de la Délégation de la CE, le 24 janvier 2012 à Kinshasa

^{xvii} CEDAV Rapport alternatif 2004, 31

^{xviii} International Alert, novembre 2010

^{xix} Global Network of Women Peacebuilders, octobre 2010, 40

La Fondation Kvinna till Kvinna soutient les femmes dans les guerres et conflits, dans le but d'augmenter leur pouvoir et leur influence dans la société. Nous collaborons avec plus de 130 organisations qui œuvrent pour permettre aux femmes de participer au travail pour une paix durable et pour la reconstruction.

Dans les guerres et les conflits, la violence envers des femmes est utilisée comme une méthode de guerre. Les femmes sont soumises à des viols de masse, sont mutilées et tuées. Les femmes sont enfermées chez elles et les jeunes filles ne sont pas autorisées à aller à l'école. La voix des femmes est réduite au silence si elles expriment ce qu'elles pensent et ressentent.

Mais l'histoire montre que les femmes sont des acteurs importants de la lutte pour la paix. Le monde a pu témoigner de cela dans les Balkans, dans le Liberia et en Irlande du Nord. Pourtant, les femmes sont rarement autorisées à jouer un rôle dans la décision de comment accéder à la paix et la démocratie. C'est pourquoi la Fondation Kvinna till Kvinna existe. Nos organisations partenaires éduquent les gens sur les droits humains de la femme, elles travaillent sur les problèmes de santé de la femme et combattent la violence envers les femmes. Elles créent des points de rencontre pour les femmes, où il serait sinon

difficile de se rencontrer. Elles exercent une influence politique et créent un dialogue au-delà des frontières du conflit.

Kvinna till Kvinna est une Fondation Suédoise qui soutient les organismes féministes en Afrique Centrale et de l'Ouest, le Moyen-Orient, la Caucasic du Sud et l'Ouest des Balkans.

Le rôle de la Fondation Kvinna till Kvinna est d'apporter des moyens financiers et de se faire le médiateur entre les organisations, en coopération avec les organisations partenaires.

Notre mission est de participer à la prise d'autonomie des mouvements féministes dans les régions des conflits.

Nous influençons l'assistance au développement et les régulations de sécurité en contribuant à une prise de conscience plus grande concernant la situation des femmes en zones de conflits et à l'importance de la représentation des femmes dans les processus de paix. Nous distribuons des informations sur les femmes en conflits auprès du grand public, des institutions gouvernementales et des organisations en Suède, ainsi qu'aux niveaux de l'UE et de l'ONU.

Nous finançons les études et recherches concernant la condition des femmes dans les conflits et l'effet positif de la participation des femmes aux initiatives de paix.



Equal Power – Lasting Peace a été financé par L'Instrument de stabilité de la Mission Européenne; http://eeas.europa.eu/ifs/index_en.htm. Le contenu de ce document ressort de la Fondation Kvinna till Kvinna seule et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.



Kvinna till Kvinna